

Vote obligatoire ou facultatif : les libéraux tranchent à Ciney

CONGRÈS DOCTRINAL On attend plus de 1.000 militants MR ce mardi

- Les congressistes doivent adopter le Manifeste libéral, rédigé par Richard Miller.
- Et trancher, au passage, le débat sur l'obligation de vote.
- Louis Michel, Willy Borsus veulent la maintenir ; Charles Michel, Didier Reynders veulent changer.

Après la suédoise, les attentats, le Brexit, Donald Trump, on en passe, un « *travail d'actualisation doctrinale* », selon les termes employés à la Toison d'or, n'est pas de trop. Les partis s'interrogent légitimement, c'est le tour des bleus : qui sommes-nous ?, où allons-nous ?

Entamé en octobre 2015, émaillé de conférences-débats, le « *processus participatif* » auquel militants, conseillers et cadres de la formation emmenée par Olivier Chastel ont apporté leur concours, a débouché sur l'adoption d'un opus d'un peu plus de 100 pages, rédigé par Richard Miller (lire son interview ci-dessous), député, administrateur délégué du Centre Jean Gol, et intitulé : *Pour un libéralisme engagé*.

Nous en avons rendu compte déjà en juillet, notamment lorsque le débat faisait rage au sein du MR sur le positionnement du parti en matière institutionnelle (lire plus bas).

Quatre mois plus tard, entre mille et mille cinq cents affiliés sont attendus à Ciney Expo ce mardi, à partir de 18h30. Pour adopter le Manifeste qui qualifie idéologiquement leur famille politique en vue de la super-campagne 2018-2019 (communales et législatives). Et pour répondre, in situ, où ils pourront s'exprimer par vote électronique, à quelques questions restées en suspens, dont l'une entre toutes : faut-il mettre fin à l'obligation de vote en Belgique ? Chaud ! Un débat dans le débat qui met du sel dans un congrès idéologique pas joué d'avance sur tout – bonne nouvelle. Voyons...

1 Le vote, droit ou devoir ? Les bleus sont partagés. Et pas seulement à la base. Les responsables politiques de première ligne ne se prononcent pas comme un seul homme.

D'un côté, Charles Michel, Didier Reynders, Richard Miller, Marie-Christine Marghem, entre autres, ont fait part, récemment ou de plus longue date, de leur volonté d'insérer cette réforme dans le programme du parti, expliquant en substance que la liberté de voter res-

ponsabilise les citoyens, et contraint les formations politiques à se mobiliser davantage afin de susciter l'adhésion en leur faveur. De l'autre, Louis Michel, Willy Borsus, ou encore Françoise Schepmans, souhaitent maintenir l'obligation de vote, inscrite dans la Constitution, qui, selon eux, complète idéalement la panoplie des devoirs citoyens, et fait se déplacer la population dans son ensemble, toutes couches sociales.

Les deux « camps » auront, en quelque sorte, leur porte-parole. Louis Michel s'exprimera devant les congressistes, plaidant avec force, comme il sait faire, en faveur du vote obligatoire. Georges-Louis Bouchez, ex-élu, devenu agitateur d'idées et ardent communicateur à la Toison d'or, à l'origine du débat au sein du MR, soutiendra la thèse réformatrice, celle favorable à la liberté d'aller voter car, expliquait-il récemment dans ces colonnes, « *rendre le vote facultatif, c'est responsabiliser les partis afin qu'ils se bougent, qu'ils se battent*

pour sensibiliser les gens à leurs idées et à leurs propositions au lieu de se reposer sur leurs clientèles ».

Qui aura raison ? La crise de la démocratie représentative en toile de fond, les congressistes décideront. Chez les bleus, on parle d'une issue « *indécise* » dans un parti « *partagé* », « *attaché à l'obligation de vote* » mais tenté par « *un changement bien dans le ton d'un Manifeste libéral* ». Les mêmes soulignent que les récentes polémiques autour de la candidature de Georges-Louis Bouchez à la présidence du MR montois (nos précédentes éditions) « *pourraient parasiter les discussions* » et déformer le camp des partisans de la réforme. Nous

verrons.

2 Le libéralisme, après le FDF et le MCC. Intitulé, on l'a dit, *Pour un libéralisme engagé*, le Manifeste décline cet « engagement » au grand-angle, comme autant de chapitres structurants : « *pour un monde du travail modernisé* », « *pour une croissance durable* », « *pour la solidarité entre les générations* », « *pour une société interculturelle* », « *pour plus d'équité économique* »... A côté de cette diversité d'options, on retiendra cependant, toujours dans l'intitulé, l'affirmation idéologiquement, sans tergiversations, du terme *libéralisme*. Ce qui donne bien à voir le premier Manifeste « d'après le FDF » (devenu Défi entre-temps), d'inspiration « progressiste » quant à lui, avec lequel le MR avait rompu spectaculairement en 2011 à la suite du compromis institutionnel sur BHV. Et, par ailleurs, laisse accroître à une intégration avancée du MCC à la famille « libérale », le Mouvement des citoyens pour le changement de Gérard Deprez, toujours une composante du MR en principe, de filiation chrétienne-démocrate pour sa part. En cela aussi, le Manifeste adopté à Ciney est une étape pour la formation d'Olivier Chastel et Charles Michel.

3 Régions ou Fédération, on verra plus tard. C'est la zone d'ombre, pour autant que l'on juge nécessaire de choisir entre régionalistes et communautaristes.

De vives discussions ont secoué le MR (même chose au PS) avant l'été. Ni les uns ni les autres ne l'ont emporté. Et le Manifeste est le fruit d'un compromis bien belgo-belge, où – peut-on lire – « *les Libéraux entendent intégrer pleinement dans le cadre fédéral l'affirmation du fait régional* » mais, dans le même temps, « *incarnent la volonté des francophones de travailler ensemble autour d'un socle commun fort fédérant la Wallonie et Bruxelles, sur des projets liés par la langue, comme l'enseignement, la culture ou l'audiovisuel* ». Il y en a pour tout le monde. Et, pour le coup, les militants à Ciney ne sont pas appelés à trancher. Ce qui aurait mis le feu au congrès. Ce n'est pas le but. ■

DAVID COPPI

AU PROGRAMME

Six questions pour les congressistes

En plus du vote obligatoire, les bleus devront se prononcer sur cinq autres points : la mise en place d'un service citoyen obligatoire ; la spécialisation par catégorie d'ensei-

gnement des différents réseaux de l'enseignement officiel afin d'optimiser leur organisation et de privilégier les synergies et la qualité de la formation ; l'affectation par chacun d'un pourcentage de l'impôt à une thématique particulière (l'impôt dédicacé) ; la signature, par tout citoyen, d'une déclaration d'adhésion, un contrat reprenant

les principales valeurs universelles et libertés fondamentales qui constituent le socle de toute société démocratique ; la généralisation de l'apprentissage de plusieurs langues, notamment par des processus d'immersion ou d'échanges d'élèves et d'enseignants et ce dès les maternelles.

D.CI

Miller « La nouveauté ? Une vraie prise de conscience »

Le député Richard Miller est le rapporteur du congrès du MR ce mardi soir. Il précise la philosophie du nouveau Manifeste du MR, qu'il a rédigé.

Qu'est-ce qui est le plus neuf dans ce Manifeste ?

D'une manière générale, il réaffirme les engagements libéraux et réformateurs du MR, notre attachement à un ensemble de valeurs, principes et objectifs que nous défendons de façon historique. C'est un libéralisme « engagé ». Cela veut dire que nous défendons un libéralisme ancré dans le terrain des combats politique, économique, social, culturel et que nous défendons l'attachement aux droits et libertés des personnes. Nous savons ce que nous sommes, nos objectifs, nous ne sommes pas comme certains partis de gauche à la recherche de notre identité. Mais ce qui est neuf, ce qui distingue ce Manifeste des engagements doctrinaux précédents, c'est une grande attention à la responsabilité de notre génération vis-à-vis des générations à venir.

C'est-à-dire ?

C'est une prise de conscience très forte, de vivre aujourd'hui dans un monde plus dangereux, avec des menaces réelles en matière de terrorisme, de climat, de sécurité, de financement de la sécurité sociale... ; avec une crise financière, économique, budgétaire depuis 2008 ; avec la montée des nationalismes et populismes ; avec le bouleversement numérique... Et nous traduisons cette prise de conscience dans toutes les pistes et tous les engagements que nous prenons à tous

niveaux : Etat, économie, sécurité... En voulant défendre et protéger nos libertés.

C'est vraiment un élément important : l'engagement de ne pas transmettre aux générations futures un

monde invivable et dangereux. D'où nos propositions en matière de défense européenne commune et de puissance militaire commune. Ou les mesures à prendre contre le terrorisme sans toucher aux racines des droits et libertés des générations futures.

En outre, nous voulons faire la démonstration que le social passe par l'économique. Il y a également l'élément de respect des travailleurs : pour nous, au sein de l'entreprise, le capital travail a autant voire plus d'importance que le capital financier. On lance l'idée de l'ouverture du capital financier des entreprises aux travailleurs.

Ce que vous dites sur la défense du financement de la sécurité sociale, ou sur le libre-échange dans le Manifeste, ce n'est pas forcément comme ça que les gens ressentent l'action du MR ou du gouvernement...

Nous avons la conviction au MR que l'objectif est de garantir à terme les mécanismes de solidarité sociale, pour cela il faut relancer l'économie. Et à travers le Ceta, c'était en fait le TTIP qui était en cause, et le MR a été le premier à déposer une résolution énonçant les conditions que nous mettons à l'adoption du TTIP. Avec ce Manifeste, nous sommes prêts à affronter les défis. ■

Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON